

### Textes officiels

#### ICPE : anticipation de l'obligation de premier contrôle périodique

Un arrêté du 28 mars 2012 vise à anticiper l'échéance du premier contrôle périodique des installations classées mises en service entre 1998 et juin 2009.

[Arrêté du 28 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 février 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration sous la rubrique n° 1311](#)

#### Installations de collecte de déchets non dangereux

Réglementation applicable aux installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial.

[Arrêté du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 \(installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial\) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement](#)

#### Stockage des déchets d'amiante

Evolution des conditions de sécurité dans lesquelles les déchets contenant de l'amiante peuvent être stockés à compter du 1er juillet 2012, tel que l'a exigé la Commission européenne.

Les installations actuelles de stockage de déchets inertes ne sont, en revanche, pas remises en cause.

[Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante](#)

#### Fixation de la liste des communes assujettis au versement transport

Le décret du 6 avril 2012 fixe la liste des communes d'Ile-de-France, à l'exception de Paris et des communes du département des Hauts-de-Seine, dans lesquelles les employeurs de plus de neuf salariés sont assujettis au versement transport à un taux plafond de 1,7 %.

[Décret n° 2012-463 du 6 avril 2012 fixant la liste des communes mentionnée au 2° de l'article L. 2531-4 du code général des collectivités territoriales](#)

UGAP

[Décret du 3 avril 2012 portant nomination au conseil d'administration de l'Union des groupements d'achats publics](#)

### **Réponse ministérielle**

Possibilité d'indemniser les créateurs qui participent à des procédures de mise en concurrence

[Rép. min.n°123634, JOAN du 3 avril 2012](#)

Validation des avant-projets et accords dans le cas de travaux exécutés en régie

[Rép. min. n°37663, JOAN du 3 avril 2012](#)

### **Jurisprudence**

Contrat public

**Règles relatives à l'utilisation des sous-critères dans un marché public**

Le pouvoir adjudicateur d'un marché public doit porter à la connaissance des candidats la pondération ou la hiérarchisation de ces sous-critères, dès lors qu'elles influent sur la présentation des offres par les candidats et sont regardées comme critères de sélection

[CAA Marseille 27 février 2012 \*Commune du Soler\*, req. n° 09MA01655](#)

Fonction publique

**Conditions de recrutement des agents à temps incomplet de l'État**

Un recours contre une circulaire permet au Conseil d'État de préciser les fondements juridiques du recrutement par l'État d'agents non titulaires à temps incomplet.

[CE 26 mars 2012 \*Syndicat national des inspecteurs en sante publique vétérinaire \(SNIPSV\)\*, req. n° 338856](#)

QPC

**Conditions de prise de possession d'un bien ayant fait l'objet d'une expropriation pour cause d'utilité publique**

Le Conseil constitutionnel abroge les articles L. 15-1 et L. 15-2 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique : ils méconnaissant l'exigence selon laquelle nul ne peut être privé de sa propriété que sous la condition d'une juste et préalable indemnité.

Afin de permettre au législateur de mettre fin à cette inconstitutionnalité, le Conseil constitutionnel a reporté au 1er juillet 2013 la date de cette abrogation

[Décision n° 2012-226 QPC du 06 avril 2012](#)

### **Vu par ailleurs**

Contrat public

**La lettre de l'OEAP n° 24 (avril 2012) est sortie**

[Ce numéro est essentiellement consacré aux résultats du recensement 2010 et à leur analyse.](#)

Source : DAJ du 10/04/2012

**Contrats de partenariat**

[MAPPP et European PPP Expertise Centre - Le guide EPEC des partenariats public-privé - Manuel des bonnes pratiques - Avril 2012](#)

Source : economie.gouv.fr du 10/04/2012

**Référé suspension Béziers II : le préjudice financier doit être grave**

[La baisse du chiffre d'affaires de 3% et l'atteinte à la réputation, ce n'est pas visiblement pas suffisant pour admettre l'urgence justifiant la suspension d'une décision de résiliation prise sur le fondement de la jurisprudence Béziers II.](#)

Source : achatpublic.info du 10/04/2012

**Pour des marchés publics hors Europe ouverts à tous**

[Il était très attendu. La Commission européenne a publié un projet de règlement communautaire, afin d'inciter les principaux partenaires commerciaux de l'Union européenne à ouvrir leurs marchés publics. Ce qui n'est pas le cas jusqu'à maintenant.](#)

Source : le moniteur du 06/04/2012

**Seine-Saint-Denis : des PPP pour la construction de 12 collèges avec Eiffage et Fayat**

[Le coût de ces PPP s'élève à 350 millions d'euros, a précisé le conseil général. Les contrats sont financés avec plus de 60 % de fonds publics, dont 40 % provenant du conseil général qui versera 137 millions d'euros en fonds propres.](#)

Source : le moniteur du 05/04/2012

Urbanisme

**Recours contentieux contre le futur stade du Racing-Métro à Nanterre**

[Une association de riverains a annoncé avoir déposé vendredi 6 avril un recours pour faire annuler le permis de construire d'Arena 92, stade de 40.000 places devant accueillir à Nanterre \(Hauts-de-Seine\) dès la fin 2014 des matches de rugby du Racing-Métro et des spectacles.](#)

Source : le moniteur du 06/04/2012

**Le Conseil constitutionnel demande une réforme du droit d'expropriation**

[Le Conseil constitutionnel a annoncé vendredi 6 avril 2012 avoir demandé une réforme du droit d'expropriation, en censurant, au nom du droit de propriété, une disposition de son volet indemnisation.](#)

Source : la gazette des communes du 06/04/2012

Environnement

**Erika : la possible annulation de procédure suscite l'indignation générale**

[La Cour de cassation pourrait annuler toute la procédure judiciaire du naufrage en 1999 du pétrolier Erika au large des côtes bretonnes, souillées par une marée noire géante, ce qui suscite la colère des élus, des associations et d'acteurs de tous bords de ce dossier.](#)

Source : la gazette des communes du 06/04/2012

Transport

**Le gouvernement approuve le tracé du Grand projet ferroviaire sud-ouest (GPSO)**

[Le tracé de la nouvelle ligne ferroviaire Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Espagne, prolongement de la ligne à grande vitesse \(LGV\) sud-est Atlantique reliant Tours à](#)

[Bordeaux, a été approuvé par le ministère des Transports, a annoncé vendredi 6 avril 2012 Réseau ferré de France \(RFF\).](#)

Source : la gazette des communes du 06/04/2012

Profession

[A propos du décret «Passerelle» relatif aux conditions particulières d'accès à la profession du 3 avril 2012 : éditorial du Président](#)

Source : cnb-avocat.fr du 05/04/2012

### **Vu dans les revues**

La gazette des communes n°15/2121 du 9 avril 2012 p.54, *Agriculture : la mise en œuvre de circuits courts*, par Raphaël Appelbaum et Edouard Clot

AJDA n°13/2012 du 9 avril 2012 p.682, *Concession de travaux et droit d'exploitation*, par Etienne Fatôme et Laurent Richer

AJDA n°13/2012 du 9 avril 2012 p.686, *L'office du juge dans la régularisation des irrecevabilités- L'obligation d'invitation à régulariser après l'arrêt Alloune*, par Guylain Clamour

Le moniteur n°5654 du 6 avril 2012 p.70, *Loi de simplification du droit : ce qui change*, par Sophie d'Auzon, Elodie Cloâtre, Josette Dequéant et Bénédicte Rallu

### **Presse**

**Erika : avis de tempête sur la notion de préjudice écologique**

[Au-delà de l'abandon des poursuites contre Total, la justice pourrait remettre en cause la notion de préjudice écologique qui impose de réparer les dégâts causés à l'environnement.](#)

Source : les échos du 10/04/2012

**Algues vertes : la Bretagne ne veut pas être prise de court**

[Alors que les algues vertes recommencent à faire surface ce mois-ci, élus bretons et professionnels du tourisme ont engagé une stratégie de « transparence totale » sur l'état des plages cet été et les efforts -coûteux -déployés pour assurer leur nettoyage.](#)

Source : les échos du 06/04/2012